



Plan d'action européen pour une Politique Alimentaire Commune 2020-2024

« Les consommateurs ont soif de changement. Ils comptent sur des entreprises comme Danone pour mettre leur force au service de l'avènement d'un monde meilleur »

Emmanuel Faber, Président-Directeur Général



NOTRE VISION

Lorsque l'Europe sortira de la crise du Covid-19, la première priorité sera de répondre aux besoins les plus immédiats de la population. Il nous faudra réinventer un modèle économique pour créer des emplois durables tout en continuant d'assurer une alimentation de qualité.

Cette crise sans précédent a mis en évidence le rôle essentiel de la chaîne d'approvisionnement alimentaire qui a - jusqu'à présent - résisté. L'Union européenne (UE) doit veiller à préserver l'efficacité de cet écosystème afin d'assurer l'accès pour tous à une alimentation de qualité. **Il est dans le même temps indispensable d'accélérer la transition vers des systèmes alimentaires plus résilients et plus inclusifs afin d'assurer une véritable souveraineté alimentaire de l'Europe.**

Le système alimentaire mondial actuel a permis à une large fraction de la population d'accéder à un vaste choix de denrées alimentaires au meilleur coût. Mais cette réussite s'est faite au prix de nombreux sacrifices. Le recours massif à l'agriculture intensive épuise nos ressources naturelles essentielles. Cela a conduit à un appauvrissement rapide de la biodiversité, à une dégradation des sols et à une raréfaction de nos ressources en eau. Le secteur agricole est aujourd'hui responsable d'une partie non négligeable des émissions de gaz à effet de serre. Enfin, nous pouvons nous interroger sur la légitimité et la pérennité d'un système qui aboutit à laisser 33 millions d'Européens en situation de précarité alimentaire et 25% des adultes en situation d'obésité.

Les défis auxquels nous faisons face sont structurels. Cela nécessite d'apporter une réponse globale visant à améliorer la sécurité alimentaire, la santé, mais aussi la soutenabilité environnementale, sociale et économique de notre société. La première mission urgente est de repenser notre système alimentaire au sein de l'UE et au-delà. Chaque acteur de cet écosystème doit être partie prenante de cette « révolution » en lien étroit avec les autorités publiques, la société civile et le monde académique. Des partenariats innovants seront essentiels pour concevoir et mettre en œuvre les solutions de demain.

Le temps de l'action est venu. Alors que la pandémie du Covid-19 continue de porter gravement atteinte à nos économies et à nos modes de vie, la solution de facilité serait de reporter à plus tard la transition nécessaire vers des systèmes alimentaires résilients et durables. Ce serait une erreur. Les scientifiques ont déjà attiré l'attention sur le lien entre les causes de cette pandémie et la pression qui s'exerce sur les milieux naturels. La croissance actuelle de la population mondiale accélère la déforestation, la perte d'habitat pour beaucoup d'espèces et a rapproché la faune sauvage des lieux d'habitation densément peuplés. Le manque de diversité de notre agriculture et l'élevage intensif ont par ailleurs favorisé la propagation des maladies.

La crise nous a fait prendre conscience de notre dépendance vis-à-vis de nos agriculteurs et des travailleurs qui récoltent, transforment, transportent et vendent nos denrées alimentaires, de la ferme à l'assiette. La complexité des chaînes d'approvisionnement mondiales s'est avérée être une faiblesse majeure, tandis que des écosystèmes

alimentaires ancrés localement ont démontré toute leur pertinence.

Nous devons tirer les leçons d'une prise de conscience de notre vulnérabilité **pour bâtir collectivement un système alimentaire plus résilient et souverain au sein de l'Union européenne.**

L'Europe occupe une place de choix pour montrer la voie : sa géographie, son climat et sa diversité culturelle sont uniques. Elle bénéficie déjà d'un certain nombre de politiques communes ambitieuses dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de l'information au consommateur, du changement climatique ou encore de l'économie circulaire. Néanmoins, celles-ci ne forment pas encore une politique alimentaire globale et inclusive¹. **Les futures stratégies « biodiversité 2030 » et « de la ferme à la fourchette »** représentent des opportunités uniques pour mettre un terme à cette approche fragmentée, en créant une véritable Politique Alimentaire Commune pour l'UE. Celle-ci doit s'inspirer des « régimes d'alimentation durable »² et garantir la souveraineté alimentaire européenne. Une telle politique engloberait les dimensions nutritionnelles, économiques, environnementales, sociales et de santé publique de l'ensemble du système alimentaire³.

Les propositions suivantes visent à apporter des recommandations concrètes à l'attention des décideurs politiques de l'UE, afin d'assurer au mieux cette transition vers une politique alimentaire commune de l'UE. Celle-ci doit permettre de garantir notre résilience et favoriser à long terme la prise en compte des externalités positives de l'écosystème alimentaire dans l'ensemble de notre économie.

1 Pour une analyse plus approfondie, voir notamment "Towards a Common Food Policy for the European Union" http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/CFP_FullReport.pdf

2 <https://eatforum.org/eat-lancet-commission/the-planetary-health-diet-and-you/>: Le régime d'alimentation durable (« planetary health diet ») est un régime de référence mondial pour les adultes qui est symboliquement représenté par une demi-assiette de fruits, légumes et noix. L'autre moitié se compose principalement de grains entiers, de protéines végétales (haricots, lentilles, légumineuses), d'huiles végétales insaturées, de quantités moindres de viande et de produits laitiers, et de quelques sucres ajoutés et de féculents. Le régime est assez flexible et permet une adaptation aux besoins alimentaires, aux préférences personnelles et aux traditions culturelles.

3 The IDDRI study "An Agroecological Europe in 2050: Multifunctional Agriculture for Healthy Eating" souligne d'une telle stratégie permettrait de réduire par deux les émissions européennes de gaz à effet de serre d'origine agricole, de diminuer drastiquement les importations de d'engrais azoté protéiques et d'économiser nos ressources en eau. Cela se traduirait par des régimes alimentaires qui engendreraient moins de maladies non transmissibles telles que l'obésité et les diabètes – avec tous les coûts de santé publique qui leur sont corrélés http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/CFP_FullReport.pdf

I L'AGRICULTURE : UNE SOLUTION POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RESTAURER LA BIODIVERSITÉ

Les futures stratégies européennes « de la ferme à la fourchette » et « biodiversité 2030 » visent à renforcer de manière significative le lien entre la politique agricole et la sauvegarde de la biodiversité dans l'ensemble des États-membres. La pandémie de Covid-19 a montré que, lorsque nous portons atteinte aux écosystèmes naturels, les dangers biologiques qui nous paraissaient hypothétiques peuvent rapidement devenir des menaces existentielles. L'agriculture est au cœur de notre relation avec la nature.

Danone travaille au développement et à la promotion de ce que nous appelons une « agriculture régénératrice », qui désigne un ensemble de pratiques destinées à renforcer la résilience agricole : restauration des écosystèmes, atténuation du changement climatique et création de systèmes agro-alimentaires résilients visant à nourrir de manière pérenne les générations futures.

1. FIXER DES OBJECTIFS AMBITIEUX POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Jusqu'à présent une grande partie de la politique climatique s'est concentrée sur les secteurs énergétiques et industriels où des actions concrètes ont été facilement identifiées et mises en œuvre. Or l'agriculture est aussi un secteur important d'émissions de gaz à effet de serre. Mais surtout, le changement climatique a déjà un impact significatif sur l'agriculture dans l'UE – qui est sans aucun doute un des secteurs les plus directement touchés. L'augmentation des températures et la pénurie d'eau conduisent à de moins bonnes récoltes et à des coûts de production plus élevés. Même si la lutte contre le changement climatique dans le secteur agricole peut paraître plus complexe que pour d'autres secteurs, il n'y a pas d'alternative possible : un tournant doit être opéré. L'agriculture régénératrice au service d'une « alimentation durable » est une solution au changement climatique, par exemple par le biais de la Séquestration du Carbone dans le Sol (SCS).

Nous estimons que notre responsabilité est d'aider à lutter contre le changement climatique et de contribuer à promouvoir une économie décarbonée. C'est pourquoi nous nous sommes engagés à être neutres en carbone d'ici à 2050 pour nos émissions directes et indirectes et à co-créeer des solutions avec un impact positif tout au long de notre chaîne de valeur.

La stratégie de Danone pour atteindre la neutralité carbone repose sur les piliers suivants : réduire nos émissions, transformer les pratiques agricoles pour séquestrer plus de carbone dans le sol, éliminer la déforestation de notre chaîne d'approvisionnement et compenser les émissions résiduelles.

Danone soutient pleinement l'ambition du Green Deal européen d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050 et **appelle l'UE à traduire ce plan ambitieux à travers les mesures suivantes :**

- Fixer d'objectifs contraignants
- Harmoniser les méthodologies de calcul pour mesurer les progrès atteints
- Encourager les changements de pratiques via des mesures d'incitation
- Introduire des mécanismes de responsabilisation
- Prendre en compte les externalités positives de l'agriculture telles que la séquestration carbone dans les sols (SCS)
- Instaurer un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE pour les denrées issues de l'agriculture

2. LE BESOIN URGENT DE RESTAURER LA BIODIVERSITÉ NATURELLE ET CULTIVÉE

La biodiversité naturelle contribue directement à l'agriculture régénératrice : les écosystèmes naturels fournissent de l'eau, nutriments naturels pour le sol, pollinisation...

L'UE doit adopter des mesures pour inverser la perte de biodiversité due aux pratiques agricoles intensives. Les agriculteurs n'en sont pas responsables ; c'est le système alimentaire qui leur fait défaut. Les agriculteurs doivent être rémunérés non seulement pour la production d'aliments de qualité en quantité suffisante, mais aussi pour leur rôle de maintien de la biodiversité tant naturelle que cultivée. Le secteur agricole a besoin d'un cadre législatif qui favorise le développement et la mise en œuvre d'approches innovantes de la biodiversité. Les consommateurs, eux, ont besoin d'un environnement qui favorise l'adoption de modes de vie favorisant la biodiversité.

L'UE doit donc fixer des objectifs spécifiques pour assurer une transition commune et équitable vers des pratiques agricoles régénératrices.

Cela devrait inclure des pratiques innovantes telles que :

- La réduction des intrants chimiques
- Le renforcement de la diversité des semences et des espèces. Elles devront être fortement diversifiées afin de s'adapter à l'impact local du changement climatique sur les écosystèmes agricoles à travers l'UE.
- La protection et la restauration de la santé des sols

L'UE peut également jouer un rôle clé dans la protection de la biodiversité en adoptant des mesures pour améliorer la traçabilité et la transparence des produits agricoles importés de zones géographiques à haut risque de déforestation.

3. CRÉER DES INCITATIONS FORTES POUR ASSURER UN REVENU DURABLE ET ÉQUITABLE AUX AGRICULTEURS

Ces incitations doivent récompenser les pratiques régénératrices et faciliter l'accès au foncier pour les jeunes agriculteurs.

- **Les pratiques liées à l'agriculture régénératrice doivent être récompensées.** Les programmes écologiques volontaires dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC) constituent un outil intéressant. Ils devraient :
 - Récompenser les pratiques durables de gestion des sols en réduisant la monoculture et en améliorant la biodiversité cultivée (via la diversification des semences et des cultures), en réduisant l'utilisation des pesticides et des engrais synthétiques, ainsi qu'en optimisant la rotation des cultures et les mécanismes de jachère.
 - Encourager la gestion raisonnée de l'eau et la protection des bassins hydrographiques et des impluviums.
 - Développer les programmes de conservation de la biodiversité.
 - Soutenir les pratiques qui protègent et améliorent le bien-être et la santé des animaux. Celles-ci devraient inclure une réduction de l'utilisation d'antibiotiques autant que possible.
 - Promouvoir la séquestration du carbone dans le sol via des périodes d'engagement plus longues pour les projets de restauration des écosystèmes ; établir un système de paiements basé sur le volume de carbone séquestré (paiements sur la base des résultats ; et des règles flexibles permettant une adaptation au niveau de l'exploitation agricole.

- **Des financements** devraient être mis à disposition pour soutenir les agriculteurs à travers les axes suivants :
 - Un système d'assurance pour les récoltes et le bétail, qui pourrait atténuer et minimiser le risque de rendements initialement inférieurs pendant le processus de transition vers une agriculture régénératrice.
 - Des mécanismes innovants de financement multipartite⁴ ou des obligations « carbone » pour les produits agricoles, avec des prix ajustés reflétant leur capacité à séquestrer du carbone dans le sol.
 - Des garanties de première perte : en s'appuyant sur l'expérience du secteur des énergies renouvelables, développer des mécanismes permettant aux agriculteurs de financer la transition vers des systèmes agricoles plus résilients.

4. BÂTIR UNE AUTONOMIE PROTÉIQUE EUROPÉENNE

A l'heure actuelle, la production de protéines végétales à travers l'UE est insuffisante pour couvrir la demande croissante de l'agriculture et de l'industrie alimentaire. Conformément à l'ambition de l'UE de diversifier l'agriculture et d'assurer une utilisation et une gestion durables des terres en Europe et au-delà, nous soutenons l'action de l'UE pour stimuler la production agricole durable de protéines végétales.

Nous appelons donc les décideurs politiques européens à adopter un plan ambitieux d'approvisionnement en protéines végétales cultivées dans l'UE. Cela réduirait notre dépendance à l'égard des importations (principalement de soja utilisé comme aliment pour animaux) et diminuerait le risque que la demande européenne de protéines végétales aggrave la déforestation dans les pays tiers. Un approvisionnement européen en protéines végétales représente un élément indispensable d'une transition plus large vers une « alimentation durable » avec des modèles agricoles moins intensifs.

5. RÉDUIRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Le droit à l'alimentation est un droit humain fondamental et l'un des besoins les plus élémentaires de la vie. Pourtant, la FAO estime qu'un tiers de la production alimentaire mondiale (20% des aliments produits dans l'UE) est perdue ou gaspillée tout au long de la chaîne de valeur alimentaire. La réduction du gaspillage contribuera à diminuer la vulnérabilité alimentaire, à créer un cercle vertueux pour l'ensemble des acteurs, des agriculteurs aux consommateurs, tout en limitant les pressions exercées sur le climat, l'eau et le sol.

C'est pourquoi **nous demandons aux décideurs politiques européens de soutenir les acteurs de la chaîne alimentaire en facilitant leur collaboration et en mettant en place des mesures incitant à la prévention du gaspillage alimentaire.**

⁴ Les mécanismes innovants se fonderaient sur un financement mixte rassemblant des entreprises privées disposées à investir dans des pratiques agricoles régénératrices, des agriculteurs prêts à changer leurs modèles de production, des banques finançant les investissements nécessaires et des organisations internationales garantissant les prêts.

II RÉDUIRE NOTRE IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Le besoin de mieux utiliser les ressources existantes et de mieux protéger les écosystèmes naturels va au-delà du secteur agricole. La transition vers une économie circulaire et la préservation des écosystèmes aquatiques sont des priorités majeures pour Danone.

1. CONTINUER À PROTÉGER LES RESSOURCES EN EAU

L'eau est une ressource naturelle précieuse et essentielle pour la vie et la santé. Chez Danone, nous sommes engagés à trouver le juste équilibre entre le besoin d'apporter une eau sûre et de qualité pour une hydratation saine pour le plus grand nombre et la nécessité de préserver la nature et le cycle naturel de l'eau. Nous sommes pleinement engagés à aider certaines zones exposées aux risques de pénurie d'eau en contribuant, avec nos partenaires, à préserver et restaurer les écosystèmes et les zones humides.

Afin de mieux préserver les bassins hydrographiques et la biodiversité, nous appelons à une meilleure application de la directive-cadre sur l'eau dans les Etats membres. Cette directive repose sur une approche intégrée qui protège l'eau, la nature et la santé des populations. Nous appelons la Commission européenne à s'assurer que tous les Etats membres respectent leurs obligations en mettant en œuvre pleinement les mesures de la directive, telles que la protection des eaux souterraines et de surface tant d'un point de vue écologique que chimique.

2. ENCOURAGER LA TRANSITION VERS UNE ÉCONOMIE CIRCULAIRE DES EMBALLAGES

Le système actuel de traitement des emballages n'est pas durable : les emballages, particulièrement en plastique, restent largement mis en décharge ou incinérés au lieu d'être recyclés. La transition vers une économie circulaire nécessite un effort collectif de la part des producteurs, des recycleurs et des autorités publiques afin de changer notre manière de produire, consommer et recycler.

- En 2019, 81% de tous les emballages de Danone (67% de nos emballages plastiques) étaient réutilisables, recyclables ou compostables. D'autre part, le taux moyen de matériaux recyclés dans nos emballages a atteint 38%.
- Nous continuons à progresser vers notre objectif de rendre 100% de nos emballages réutilisables, recyclables ou compostables d'ici 2025. Avec leurs engagements, nos marques européennes sont à la pointe de ce processus. Nous nous sommes engagés à atteindre 100% de rPET pour nos marques d'eaux en Europe d'ici à 2025 et avons un objectif de zéro polystyrène pour nos marques de produits laitiers et d'origine végétale en Europe d'ici à 2024.

Afin de mener la transition vers une économie circulaire, nous appelons l'UE à :

- **Harmoniser les orientations stratégiques** : Danone soutient l'adoption d'orientations harmonisées sur l'éco-modulation des contributions à la responsabilité élargie des producteurs, ainsi que la révision des dispositions essentielles de la directive « emballage » avec l'objectif d'améliorer la performance environnementale des emballages tout en préservant le marché intérieur et la sécurité alimentaire.
- **Accroître l'utilisation de plastique recyclé** afin d'atteindre les objectifs de la directive sur les plastiques à usage unique d'au moins 25% de matériaux recyclés dans les bouteilles PET d'ici à 2025 et 30% de matériaux recyclés dans toutes les bouteilles en plastique d'ici à 2030. Ceci nécessitera une collaboration public-privé pour :
 - Augmenter significativement le taux de collecte des déchets d'emballage en Europe
 - Mettre en place un marché compétitif pour la valorisation et le recyclage des matières premières secondaires

- **Soutenir le développement des systèmes de consigne dans les pays de l'UE** afin d'améliorer la collecte des bouteilles en plastique et d'atteindre l'objectif ambitieux fixé aux Etats membres de plus de 90% de collecte d'ici à 2029.
- **Favoriser le développement des matières plastiques bio-sourcées** (tels que les polymères produits à partir de déchets agricoles – ex : PLA) : ils permettront de découpler l'utilisation du plastique des ressources fossiles lorsque des matériaux recyclés ne sont pas disponibles. Pour ces nouveaux polymères, il sera nécessaire de travailler avec toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur pour développer des filières durables.

III AIDER LES CONSOMMATEURS À ADOPTER DES « RÉGIMES D'ALIMENTATION DURABLE »

Une révolution alimentaire est en marche et de nombreux consommateurs s'interrogent sur la meilleure manière d'adopter des comportements alimentaires plus vertueux. Les consommateurs se soucient de plus en plus de l'impact de leur alimentation sur leur santé et sur celle de la planète. La crise du COVID-19 renforce cette prise de conscience et offre l'opportunité de consolider et d'accélérer cette tendance. L'UE doit soutenir cette révolution alimentaire en établissant un cadre pour accompagner les consommateurs, y compris ceux qui ont des besoins nutritionnels spécifiques, vers des régimes alimentaires plus sains et plus durables.

Nous pensons que les entreprises agro-alimentaires et les distributeurs ont un rôle majeur à jouer dans la révolution alimentaire en faisant évoluer leurs modèles économiques et en adaptant leurs gammes de produits. Nous travaillons constamment à proposer des produits plus sains à nos consommateurs et nous nous sommes fixés des objectifs ambitieux pour réduire les sucres ajoutés et les graisses saturées.

En tenant compte du positionnement unique de notre portefeuille de produits et de notre connaissance approfondie des contextes locaux, notre ambition est de faire grandir nos marques en ayant un impact positif sur les habitudes alimentaires des populations.

En 2019, 90% des volumes de nos produits appartenaient à des catégories « saines » - pour une consommation quotidienne sur la base des principales recommandations alimentaires. Au-delà du positionnement « santé » de notre portefeuille de produits, nous nous sommes fixés des objectifs nutritionnels ambitieux dès 2016 visant à améliorer en permanence la qualité nutritionnelle de notre production. A titre d'exemple, près de 30% de nos produits laitiers frais sont sans sucres ajoutés en Europe.

Pour aider les consommateurs à adopter des habitudes plus saines et durables, nous souhaitons favoriser la mise en place des mesures suivantes :

1. ENCOURAGER LA CONSOMMATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES PLUS SAINS

- **Rendre le système d'étiquetage Nutri-Score obligatoire au sein de l'UE** : l'étiquetage nutritionnel avec un code couleur sur l'avant de l'emballage aidera les consommateurs à faire des choix alimentaires plus sains.
- **Adopter des « profils nutritionnels » applicables aux allégations nutritionnelles et de santé** : Nous demandons à l'UE d'adopter des profils nutritionnels pour déterminer quels produits alimentaires peuvent porter des allégations nutritionnelles et de santé.
- **Promouvoir des produits plus sains** : maintenir la coopération dans ce domaine avec les autorités pour continuer à encourager une amélioration nutritionnelle de l'offre alimentaire.

2. PROMOUVOIR DES RÉGIMES ALIMENTAIRES PLUS SAINS

- **Promouvoir une hydratation saine** : L'eau est une partie essentielle du corps humain (en moyenne 60% de la masse corporelle d'un adulte). L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a reconnu les bénéfices de l'eau pour la santé : en partant du principe qu'environ 80% de l'apport total en eau provient de liquides (par opposition à l'eau provenant des aliments), la quantité recommandée varie de 0,9L/jour pour les enfants de 1 à 2 ans, à 1,6L/jour pour les femmes et 2L/jour pour les hommes. La recherche a également démontré qu'une hydratation insuffisante a des conséquences néfastes pour la santé. Pourtant, il est connu qu'une part importante de la population ne s'hydrate pas suffisamment. Sur la base de données Liq.in⁷⁵, près de 50% des adultes et 60% des enfants ne reçoivent pas l'apport hydrique quotidien adéquat recommandé par l'EFSA. Certains pays européens comme la France, l'Espagne et la Pologne ont plus de 50% de leur population adulte buvant moins que la recommandation préconisée par l'EFSA ; 22% des adultes ont un apport hydrique inférieur à 1,2 L par jour ; 50% des enfants boivent moins de 2 verres (0,5 L) / jour.

Pour une hydratation saine, notre conviction chez Danone est que l'eau est la meilleure solution. Il est nécessaire de rééquilibrer les sources d'hydratation, en limitant les boissons trop sucrées et en faisant la promotion de l'apport nécessaire en eau.

Nous veillons à respecter les normes de qualité les plus strictes pour nos eaux minérales naturelles et nous nous engageons à continuer à développer des solutions durables pour une hydratation saine des consommateurs tout en préservant les ressources de la planète.

Nous encourageons l'UE à accélérer la promotion d'une hydratation adéquate tout en préservant les standards les plus élevés en termes d'hygiène et de santé publique, le tout de la manière la plus durable possible.

La Politique Alimentaire Commune de l'UE doit donc :

- **Encourager les personnes qui ne boivent pas les quantités de liquides recommandées à boire plus d'eau, plus régulièrement, en fonction des besoins de chacun.** La salubrité et la qualité de l'eau destinée à la boisson doit être au plus haut niveau d'exigence dans un contexte sanitaire fragile (spécifiquement dans la période de Covid-19) tout en apportant les garanties nécessaires en termes de protection de l'environnement.
 - **Au travers d'outils éducatifs appropriés, contribuer à l'adoption d'habitudes d'hydratation saines et précoces pour les enfants.**
 - **Encourager une réduction de la teneur en sucre dans les boissons**, en particulier pour les enfants, en incitant fortement le progrès de l'auto-régulation de l'industrie alimentaire.
- **Reconnaître le rôle des régimes flexitariens** : Les régimes flexitariens englobent un large éventail de modèles alimentaires, des omnivores mangeant beaucoup d'aliments à base de plantes (céréales, fruits, légumes, légumineuses, noix, graines) et des quantités moindres de viande (portions plus petites, fréquence plus faible) aux quasi-végétariens.

Les produits laitiers (et la viande dans une moindre mesure) conservent une place importante dans les régimes flexitariens. Le flexitarisme est une tendance croissante, comme le montre une enquête récente dans laquelle la proportion de consommateurs de viande qui ont réduit ou limité leur quantité de viande est passée de 28% en 2017 à 39% en 2019 au Royaume-Uni⁶. Les repas / jours sans viande sont de plus en plus fréquents au domicile et dans la restauration (restaurants, cantines scolaires, etc.).

L'UE doit reconnaître la nécessaire transition vers les régimes flexitariens pour viser des « régimes d'alimentation durable ».

5 <https://www.hydratationforhealth.com/en/hydration-tools/liqin7/>

6 <https://www.mintel.com/press-centre/food-and-drink/plant-based-push-uk-sales-of-meat-free-foods-shoot-up-40-between-2014-19>

- **Assurer la concertation nécessaire entre les différentes parties prenantes pour améliorer la nutrition et la santé des mères, des nourrissons et des enfants en Europe** : les 1000 premiers jours de la vie d'un(e) enfant, de la conception à l'âge de deux ans, sont essentiels pour la santé à venir. Un apport adéquat en nutriments est essentiel pour assurer le bon développement physique et mental des jeunes enfants.

Nous souhaitons que l'UE puisse jouer un rôle de premier plan pour former une coalition d'acteurs visant à protéger et à promouvoir les bénéfices de l'allaitement maternel tout en rappelant l'importance de la nutrition durant la période des 1000 premiers jours de vie.

Nous souhaitons que soit mis en place un cadre politique qui reconnaisse le rôle unique de l'allaitement maternel et des produits de nutrition infantile et qui permette aussi une innovation constante pour continuer à répondre aux besoins spécifiques des enfants en Europe.

- **Promouvoir le rôle de la nutrition dans la santé des populations vulnérables telle que les personnes âgées et les patients atteints de cancer**
 - **Reconnaitre le rôle de l'alimentation parmi les facteurs déterminants d'un « vieillissement en bonne santé » - particulièrement dans le contexte du COVID-19.** La population de l'UE vieillit - l'espérance de vie à la naissance était de 81 ans en 2017⁷. Ce vieillissement rapide de la population européenne exige de s'intéresser à l'alimentation comme une des solutions majeures pour relever les défis associés au vieillissement. Bien que tous les groupes d'âge soient susceptibles de contracter le coronavirus, les personnes âgées présentent un risque plus élevé de développer des complications.

A la suite de la crise du COVID-19, **nous demandons la mise à jour de la stratégie et du plan d'action pour un vieillissement en bonne santé en Europe 2012-2020**⁸. Danone souhaite continuer à contribuer à ces discussions une fois que le groupe de travail concerné sera redéfini, comme nous l'avons fait par le passé en y représentant le secteur agroalimentaire.

- **La question de l'alimentation doit faire partie intégrante des soins contre le cancer dans le « Plan européen de lutte contre le cancer ».** Le cancer est la deuxième cause de mortalité dans l'UE et un patient sur trois souffre de malnutrition. La malnutrition chez les patients cancéreux se traduit par de moins bons résultats en matière de soins, pesant sur les systèmes de santé.

Nous appelons à **une approche multidisciplinaire dans le traitement du cancer, y compris à travers le dépistage obligatoire et précoce de la malnutrition liée au cancer, et le remboursement des produits de nutrition médicale par les systèmes de santé des Etats-membres.**

Pour atteindre ces objectifs, **nous pensons qu'il est essentiel que l'alimentation soit reconnue comme Projet Important d'Intérêt Européen Commun (PIEEC).**

Les PIEECs visent à encourager les États-membres à consacrer leurs dépenses publiques à de grands projets qui contribuent de manière significative à la croissance économique, à l'emploi et à la compétitivité en Europe. La pandémie de COVID-19 illustre une fois de plus l'importance du secteur alimentaire pour les citoyens européens et pour l'économie.

Nous avons la conviction que l'écosystème alimentaire doit être considéré à travers le prisme des PIEECs pour favoriser des investissements collectifs au sein de l'UE. Ceux-ci seront essentiels pour une relance verte afin de construire un système alimentaire plus résilient, condition nécessaire à l'émergence d'une véritable souveraineté alimentaire européenne.

⁷ <https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20190725-1>

⁸ https://ec.europa.eu/eip/ageing/library/strategy-and-action-plan-healthy-ageing-europe-2012-2020_en

CONCLUSION

Chez Danone, nous croyons que chaque fois que nous mangeons et buvons, nous pouvons voter pour le monde dans lequel nous voulons vivre. Les consommateurs ne choisissent plus des produits uniquement pour leur goût ou leur prix, mais aussi sur la base de la contribution qu'ils apportent à la société et à l'environnement. Ils veulent savoir comment leurs aliments sont produits et comment ils finissent dans leur assiette.

Le Covid-19 a rappelé aux citoyens de l'UE l'importance de notre approvisionnement alimentaire et de sa sécurité. Cette crise doit nous inciter encore davantage à rassembler nos efforts pour construire la Politique Alimentaire Commune de l'UE et à relever ensemble les défis du 21^e siècle.

Nous devons être attentifs aux attentes exprimées par nos concitoyens européens - en particulier au cours des dernières élections européennes⁹ -

quant à la protection de l'environnement et à la nécessité d'une économie plus inclusive. Ces préoccupations doivent être interprétées comme autant d'opportunités de nouvelles politiques publiques pour renforcer la sécurité alimentaire en Europe. **Ce message doit être considéré comme un mandat implicite à l'égard de nos dirigeants européens : la résilience de l'agriculture face au changement climatique et la mise en place d'un écosystème alimentaire souverain sont des conditions essentielles pour renforcer la légitimité de l'UE.**

Pour Danone, notre vision « **One Planet. One Health** » reflète notre conviction que la santé des hommes et celle de la planète sont étroitement liées. L'alimentation est porteuse de santé. Seule une terre en bonne santé peut fournir des cultures et des aliments sains et profiter aux populations.

Au niveau mondial, nous sommes convaincus que l'UE devra jouer un rôle de premier plan pour mettre en œuvre les changements structurels nécessaires à la transformation de notre système alimentaire.

Notre engagement est de contribuer à l'élaboration de cette Politique Alimentaire Commune afin d'accélérer la révolution de l'alimentation et développer un modèle alimentaire inclusif, plus souverain et créateur de valeur durable pour tous.

⁹ <https://weeuropeans.eu/fr/fr>